

## JUSQU'ICI TOUT VA MAL L'IMPACT CONSIDÉRABLE DE LA RÈGLE DU BÂILLON MONDIAL À CE JOUR



Cela fait des décennies que PAI relate les conséquences de la règle du bâillon mondial dans notre série de rapports *Access Denied*. Depuis le rétablissement et l'expansion massive de cette politique sous l'administration Trump, nous sommes partis en mission exploratoire en Ouganda, au Nigeria et en Éthiopie pour faire le bilan des effets constatés jusqu'ici. Il faudra du temps – probablement des années – pour percevoir toute la portée des conséquences mais nos études de cas préliminaires confirment que cette politique a d'ores et déjà porté préjudice aux organisations non-gouvernementales (ONG), aux systèmes de santé et aux communautés. Et notamment :

### DES PERTES DE SERVICES, EN PARTICULIER POUR LES GROUPES VULNÉRABLES DIFFICILES À ATTEINDRE

Privées des fonds du gouvernement américain, les organisations qui ont choisi de ne pas respecter la règle du bâillon mondial ont été contraintes de fermer des cliniques et de mettre un terme aux services. Les groupes vulnérables, notamment les jeunes, les personnes qui vivent avec le VIH/Sida, et les populations rurales ont été privées de l'accès à des agents de santé fiables.

- Le budget de Reproductive Health Uganda (RHU) a baissé de 30 % et a perdu 300 000 dollars, conséquence directe de la règle du bâillon mondial. Un programme de plaidoyer de cinq ans auquel il restait deux ans a été écourté ; un programme sur les approches de la prestation de service fondées sur les droits n'a pas été renouvelé ; et un troisième programme ciblant le déploiement de Sayana Press auprès des adolescents a été interrompu au lieu d'être étendu à cinq districts. L'organisation aurait dû offrir des contraceptifs injectables à 6 000 adolescentes supplémentaires cherchant à se protéger contre une grossesse non désirée.
- La décision de Family Guidance Association of Ethiopia (FGAE) de déroger à la règle du bâillon mondial a conduit les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies à retirer un financement de cinq ans accordé en 2017 et dont le montant aurait été de 2 millions par an en moyenne. Si le gouvernement des Pays-Bas n'avait pas concédé un financement de remplacement de court terme, cela aurait pu déboucher sur la fermeture de 10 cliniques, confidentielles, accueillant des travailleuses du sexe, et cela aurait pu mettre en péril 21 autres cliniques où les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies apportaient leur appui à des services intégrés en matière de VIH/Sida.

### UNE BAISSÉ DES RESSOURCES POUR LES INTERVENANTS CLÉS DES CRISES HUMANITAIRES

Bien que le financement américain de l'aide humanitaire ne soit en principe pas concerné par la règle du bâillon mondial, les organisations qui perçoivent ce financement se reposent sur des ONG locales qui subissent les conséquences de cette politique dans le cadre de leur prestation de services de santé sexuelle et reproductive auprès des populations de réfugiés.

- En Ouganda, RHU est présente dans près de 50 % des camps de réfugiés et elle est la principale organisation spécialisée dans la santé sexuelle et reproductive opérant dans les camps. Étant donné que cette organisation n'est plus en mesure de prétendre à un financement accordé par les États-Unis, RHU a été contrainte de réduire ses services humanitaires en réaffectant 100 000 dollars par an initialement consacrés aux soins de santé sexuelle et reproductive dispensés dans les camps de réfugiés ougandais.

### LE BOULEVERSEMENT DES PROGRAMMES DE DONATEURS NON AMÉRICAINS

La règle du bâillon mondial a imposé un énorme fardeau aux bailleurs de fonds non américains et elle a entraîné des retards dans l'application des programmes pour les bénéficiaires. Elle a affaibli les projets financés par l'Europe en créant des tensions entre les organisations qui se plient à cette politique et celles qui ne le font pas.

- Un projet de 9 millions de dollars échelonné sur quatre ans, financé par les Pays-Bas, portant sur les soins liés à l'avortement en Éthiopie a été annulé car l'organisation principale respectait la règle du bâillon mondial et n'était plus en mesure d'assurer ce travail.
- Le Département britannique pour le développement international (DFID) a consacré 90 millions de livres sterling sur 4 ans au travail mené en Éthiopie en collaboration avec le Ministère de la Santé afin de fournir des services de planification familiale moderne. En raison de la règle du bâillon mondial, une ONG qui s'y était pliée n'a pas pu continuer à travailler avec les autres ONG bénéficiaires. Le programme a été interrompu durant neuf mois pour permettre la redéfinition du financement, ce qui a conduit à la fragmentation des soins liés à l'avortement par rapport au reste du portefeuille de santé reproductive.

## DES EFFETS DISSUASIFS SUR LES CAMPAGNES DE DÉFENSE ET LES PARTENARIATS

La confusion et la stigmatisation suscitées par cette politique entraînent un zèle dans la mise en œuvre et l'autocensure, souvent au détriment des partenariats des ONG et des coalitions en faveur de la santé et du travail et du plaidoyer. Bien souvent, les organisations ne comprennent pas qu'elles peuvent continuer à travailler avec des organisations qui s'affranchissent de la règle du bâillon mondial dès lors que ce travail ne porte pas sur des activités interdites. Il arrive également que, par excès de précaution, elles s'abstiennent d'établir des partenariats.

- En Ouganda, la coordination des prestataires et défenseurs de la planification familiale est assurée par la Commission ougandaise pour la planification familiale [Uganda Family Planning Commission] (UFPC). Une membre de l'ONG qui prévoyait de travailler sur la mortalité maternelle causée par les avortements non médicalisés a cessé de participer au travail de la Commission par crainte de représailles. « En raison de la règle du bâillon mondial, indique l'un de ses représentants, nous ne pouvons désormais plus collaborer avec des partenaires qui travaillent sur la composante légale de l'avortement médicalisé. Nous voulions étendre notre action ; nous savons que notre cause est juste. Mais nous l'avons mise de côté. »
- Une organisation ougandaise respectant la règle avait prévu de travailler avec RHU sur un programme de santé et droits sexuels et reproductifs mais elle a décidé de rompre le partenariat du fait du non-respect de la politique par RHU.
- Une organisation éthiopienne qui s'en était affranchie a perdu non seulement les fonds accordés par le gouvernement américain à cause de la règle du bâillon mondial, mais aussi ses partenariats avec deux organisations qui ne s'y pliaient pas et qui étaient par ailleurs les principaux bénéficiaires de financements secondaires destinés au travail programmatique, d'un montant estimé à 550 000 euros par an pour des produits de planification familiale.

## LE RECU DES PROGRÈS ACCOMPLIS PAR RAPPORT AUX PRIORITÉS RELATIVES À LA SANTÉ À L'ÉCHELLE NATIONALE

Outre les difficultés rencontrées par les organisations pour maintenir leurs activités actuelles, cette politique perturbe les efforts envisagés pour l'élargissement des services, l'amélioration de la qualité des soins et la réalisation des objectifs de santé nationaux.

- Une organisation nigériane qui fournit des contraceptifs et apporte son soutien à plusieurs cliniques et programmes de formation pour les agents de santé communautaires sur les contraceptifs réversibles à l'action prolongée (LARCs), estime que si la règle du bâillon mondial n'avait pas été en vigueur, elle aurait pu s'occuper d'au moins huit millions de femmes en plus, par le biais des activités financées par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) avant la fin de l'administration Trump – sans compter les économies supplémentaires générées pour le secteur de la santé.

## SE METTRE EN RÈGLE COÛTE CHER

Le respect de la règle du bâillon mondial n'est pas seulement d'un coût injuste pour les ONG qui la refusent, il peut aussi créer un lourd fardeau opérationnel pour les organisations, qui doivent consacrer de précieuses ressources à des frais généraux non anticipés, ce qui les détourne de la dispense de service et a une incidence directe pour les clientes et les bénéficiaires.

- Une organisation ougandaise a indiqué qu'elle accusait un retard de quatre à six mois dans la mise en œuvre de projets en raison du temps et des moyens consacrés par le personnel à la gestion et au paiement des frais légaux et administratifs, des changements de personnel et de bureaux pour se mettre en règle avec la politique. Elle a reconnu avoir perdu un personnel technique compétent dans des zones géographiques clés, ce qui a eu des répercussions sur les populations les plus vulnérables.
- Certaines ONG établies aux États-Unis, qui s'étaient appuyées sur des associés locaux au Nigeria pour appliquer des programmes, doivent revenir à un système de bureaux locaux étant donné que la règle du bâillon mondial s'applique aux ONG étrangères et non à celles situées aux États-Unis. Cela va à l'encontre de l'objectif de l'USAID, qui était d'accroître l'appropriation locale des activités. Une organisation nigériane dépendant d'une ONG américaine procède actuellement à la clôture d'un programme clé pour la santé des femmes en raison des coûts de mise en conformité avec la règle, qui l'oblige à doubler les structures opérationnelles : elle perd de ce fait plus de 40 membres de ses effectifs. Le représentant de l'organisation a déclaré à PAI : « La transition a été difficile. Neuf ans de travail sur [un projet pour la santé des femmes], le partage des ressources... nous devons déménager dans d'autres locaux. Nous devons avoir un système de sécurité différent, une informatisation différente, une communication différente. Ce sont des changements pour l'ensemble des 15 bureaux territoriaux. Nous n'avons pas encore de budget pour cela. »

## DES DOMMAGES COLLATÉRAUX

- La perte de financement causée par le non-respect de la règle du bâillon mondial a contraint Marie Stopes International (MSI) à supprimer 27 équipes de santé mobile en Ouganda – une intervention intégrée majeure pour les populations difficiles d'accès. Cinq équipes de sensibilisation ont été forcées d'arrêter leur action, et 12 autres sont sur le point de le faire. Cela réduira la couverture nationale de MSI de moitié, une présence dont les communautés les plus vulnérables de l'Ouganda seront privées.
- Une ONG éthiopienne experte en matière de communautés éloignées va mettre un terme à son programme financé par les États-Unis visant à administrer des méthodes de contraception permanente – vasectomies et ligatures des trompes – à des populations rurales. Aucune autre organisation n'a les compétences et l'expertise techniques pour fournir la même qualité de service et de choix.

Pour prendre connaissance de l'intégralité de nos études de cas, visitez <http://trumpglobalgagrule.pai.org/access-denied-case-studies-2005-2018>